

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74000 Annecy

Annecy, le **24 MARS 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15 mars 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AD ORELEC

465 Route de la Dranse - ZI Les Genevilles
74500 Publier

Références : 20230315-RAP-OpcProduitsChimiquesAdOrelec
Code AIOT : 0010800138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 mars 2023 dans l'établissement AD ORELEC implanté 465 Route de la Dranse ZI Les Genevilles 74500 Publier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale relative à la gestion et à l'emploi de produits chimiques dans les installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AD ORELEC
- 465 Route de la Dranse ZI Les Genevilles 74500 Publier
- Code AIOT : 0010800138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site AD-ORELEC est spécialisé dans la dorure, l'argenture, le nickelage, le cuivrage et l'étamage par dépôt électrolytique sur des pièces métalliques, en tonneaux ou en bandes.

Les activités de l'établissement ont été autorisées par arrêté préfectoral du 11 décembre 2000 au bénéfice de la société ORELEC. Les dispositions réglementaires ont été complétées par arrêté préfectoral du 2 mars 2004. Le site a fait l'objet d'un changement d'exploitant au bénéfice de la société AD ORELEC acté par récépissé du 30 juillet 2013.

Enfin, suite au décret 2019-292 du 9 avril 2019, les activités de traitement de surface de l'établissement relèvent du régime de l'enregistrement et sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thème de visite : modalités de gestion et d'utilisation des produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction - Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats - Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Points de contrôle	Références réglementaires	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de l'inspection	Délais proposés
2	Etiquetage des produits chimiques en vrac et en cuves de traitement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I		1 mois
5	Capacités de rétention des cuves contenant des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-II		1 mois
7	Compatibilité des produits chimiques dans une même rétention	Arrêté Préfectoral du 11/12/2000, article 2.5		3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Etiquetage des produits chimiques conditionnés	Règlement européen du 16/12/2008, article 17
3	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
6	Rétention des produits chimiques en situation accidentelle	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-III
8	Aires de chargement et déchargement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-IV

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats - Lors de la visite, plusieurs non-conformités avec le référentiel réglementaire de l'établissement ont été mises en évidence.

A l'issue de l'inspection, nous demandons à l'exploitant de conduire les actions suivantes :

sous un délai d'un mois

- Concernant les traitements et les rinçages contenant des cyanures :
 - vérifier l'intégrité des cuves de cyanures,
 - ajuster les procédés de traitement de façon à ce que les égouttures ne remplissent pas les rétentions,
 - vérifier l'intégrité de ces rétentions de façon à garantir l'absence de risque d'épandage de liquides cyanurés dans l'atelier,
 - mettre en place des procédures de contrôle afin qu'une telle situation ne se reproduise pas.
- indiquer si les bacs de stockages situés au sous-sol de la station de traitement des effluents disposent d'un limiteur de remplissage,
- transmettre un plan actualisé de la station d'épuration, sur ses deux niveaux, faisant apparaître les différents bacs de stockage et indiquant le volume total réel de la rétention, c'est à dire déduction faite du volume des bacs qui s'y trouvent.

sous un délai de trois mois

- passer en revue l'ensemble de ses cuves de traitement et stocks de produits chimiques en vrac pour les étiqueter de façon adéquate et nous informer de l'achèvement de cette opération,
- démontrer l'absence de risque de réactions exothermiques dangereuses en cas de mélange de bains acides et basiques dans l'atelier dont le sol forme rétention, compte tenu des dilutions de ces produits dans les conditions de leur utilisation. En l'absence d'une telle démonstration, il conviendrait de séparer les rétentions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques conditionnés

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial - Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Lors de l'inspection, nous avons constaté que les produits chimiques dans les emballages commerciaux disposaient des étiquetages réglementaires. Précisons qu'aucun produit incompatible n'était stocké dans la même rétention dans le local produits chimiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etiquetage des produits chimiques en vrac et en cuves de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Produits chimiques, Identification des risques
Prescription contrôlée : ... Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
Constats : Lors de l'inspection, nous avons constaté des discordances et des erreurs dans l'étiquetage de produits en vrac et sur les chaînes de traitement. En particulier : <ul style="list-style-type: none">• l'étiquetage d'une cuve d'acide chlorhydrique située en extérieur sous abri ne portait pas les mêmes pictogrammes que sur la FDS,• des cuves de rinçages cyanurés ne portaient pas le pictogramme à tête de mort GHS06 alors que le bac les recueillant dans la station de traitement des effluents le portait. Nous demandons à l'exploitant de passer en revue sous 3 mois l'ensemble de ses cuves de traitement et stocks de produits chimiques en vrac pour les étiqueter de façon adéquate et de nous informer de l'achèvement de cette opération.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : Nous avons examiné par sondage les fiches de données de sécurité suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Chlorure de nickel,• Cyanure de cuivre,• Cyanure de potassium. Nous n'avons pas constaté d'écart relatif aux conditions de stockage, ni de manipulation par rapport aux informations des FDS. En revanche, les dernières révisions des ces fiches, datées respectivement du 2 janvier 2018, du 18 novembre 2015 et du 4 décembre 2017, ne contenait pas, en particulier, l'identifiant unique de formulation (UFI) prévu par le règlement 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement Reach. L'exploitant précise qu'il demande chaque année les mises à jour de toutes ses FDS à ses fournisseurs. Par ailleurs, l'exploitant nous a indiqué que chaque nouveau salarié est informé des risques et des consignes de manipulation des produits qu'il est susceptible d'employer ou auquel il est susceptible d'être exposé dans le cadre de ses fonctions. Les consignes lui sont rappelées par le personnel d'encadrement.
Observations : Nous demandons à l'exploitant de tenir à la disposition de l'inspection les demandes de mise à jour des FDS qu'il transmet à ses fournisseurs et de veiller à ce que ces demandes couvrent l'intégralité des produits qu'il utilise et qui font l'objet d'une telle fiche.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée : Dispositions générales - Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau, et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Constats : La station d'épuration est sur deux niveaux. Son sous-sol constitue une rétention de volume très supérieur à celui de la somme des bacs et dont la surface est adaptée au produit susceptibles de s'y répandre.</p> <p>Par ailleurs, certaines cuves de produits en vrac sont au sous-sol. L'exploitant nous a dit ne pas savoir si ces stockages situés sous le niveau du sol étaient dotés de limiteur de remplissage.</p> <p>Nous demandons à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'indiquer sous un mois si les stockages disposent d'un limiteur de remplissage.• de transmettre un plan actualisé de la station d'épuration, sur ces deux niveaux, faisant apparaître les différents bacs de stockage et indiquant le volume total réel de la rétention, c'est à dire déduction faite du volume des bacs qui s'y trouvent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 5 : Capacités de rétention des cuves contenant des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Cuves et chaînes de traitement - Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;• 50 % de la capacité totale des cuves associées. Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.
Constats : Lors de l'inspection, nous avons constaté que sur la chaîne dite ligne 106, les cuves de cyanures disposaient de leur rétention, indépendante de la rétention générale de l'atelier qui communique avec celle de l'ensemble de l'établissement. Toutefois, plusieurs rétentions de bains ou de rinçages cyanurés contenaient du produit dont elle assurait la rétention. Deux "broc" contenant du liquide cyanuré étaient également déposés sur le sol. Nous demandons à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">• vérifier l'intégrité des cuves de cyanures,• ajuster les procédés de traitement de façon à ce que les égouttures ne remplissent pas les rétentions,• vérifier l'intégrité de ces rétentions de façon à garantir l'absence de risque d'épandage de liquides cyanurés dans l'atelier,• mettre en place des procédures de contrôle afin qu'une telle situation ne se reproduise pas.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Rétention des produits chimiques en situation accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-III
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Rétentions et bassin de confinement - L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.
Constats : Le sous sol de la station de traitement des effluents forme rétention. Comme indiqué dans la fiche de constat n°4, nous demandons à l'exploitant de nous transmettre le volume de rétention disponible dans la station de traitement des effluents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Compatibilité des produits chimiques dans une même rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2000, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Compatibilité des produits
Prescription contrôlée : ... Les capacités de rétention sont réalisées de façon que les produits incompatibles ne puissent se mêler (cyanures et acides)
Constats : Nous avons constaté, dans les ateliers, que des cuves de traitement contenant des acides et des bases étaient situées dans une même rétention. Nous demandons à l'exploitant de démontrer sous 3 mois l'absence de risque de réactions exothermiques dangereuses en cas de mélange de bains acides et basiques dans l'atelier dont le sol forme rétention, compte tenu des dilutions de ces produits dans les conditions de leur utilisation. En l'absence d'une telle démonstration, il conviendrait de séparer les rétentions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Aires de chargement et déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : Chargement et déchargement - Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions.
Constats : L'aire de dépotage est étanche sur son périmètre et équipée de façon à confiner dans la station de traitement des effluents les éventuels épandages. Par ailleurs, lors d'une livraison de produits conditionnés, le camion se stationne à l'entrée de la station pour décharger en sécurité, dans une zone permettant le confinement de tout déversement lié à un accident de manutention. Précisons que pendant l'inspection, nous n'avons pas assisté à un dépotage ni à un déchargement de produits conditionnés.
Type de suites proposées : Sans suite

